

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.14/70  
26 janvier 1961

FRANCAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Troisième session  
Point 5 f) de l'ordre du jour provisoire

DOCUMENTS OFFICE

FILE COPY

NO TO BE TAKEN OUT

LES ASPECTS SOCIAUX DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

61-111

## TABLE DES MATIERES

	<u>Parag.</u>
Introduction	1 - 3
I. Quelques problèmes sociaux liés au développement de l'Afrique	4 - 5
a) Développement rural	6 - 11
b) Industrialisation	12 - 16
c) Urbanisation et logement	17 - 23
d) Main-d'oeuvre et formation professionnelle	24 - 35
II. Suggestions en vue de la recherche sociale	36 - 37
a) Rassemblement des renseignements statistiques	38 - 41
b) Obstacles sociaux à l'évolution économique	42 - 43
c) Facteurs sociaux de la réinstallation	44 - 46
d) Répercussion sociale du passage à une économie de marché industrialisée	47 - 48
e) Développement urbain et adaptation à la vie urbaine	49 - 52
f) Logement	53 - 55
g) Main-d'oeuvre et formation	56 - 58

## ASPECTS SOCIAUX DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Introduction

1. Conformément à son mandat et aux dispositions des résolutions pertinentes, la Commission économique pour l'Afrique a inscrit à ses programmes actuel et futur diverses études intéressant le développement économique de l'Afrique, y compris les aspects sociaux de ce développement, qui ont fait l'objet de plusieurs des projets proposés. C'est ainsi que le projet 01-01 prévoit "l'analyse des principaux problèmes économiques, sociaux et techniques qui se posent dans certains pays africains en ce qui concerne leurs politiques et leurs programmes de développement". Dans le cadre du projet 01-15 seront entreprises diverses études consacrées aux obstacles de caractère social qui entravent l'évolution économique et aux conséquences sociales de l'industrialisation, à la structure sociale dans les villes et à la situation sociale en ce qui concerne l'urbanisme et l'aménagement des régions, au logement et aux services sociaux, à l'analyse des migrations des zones rurales vers les zones urbaines et des changements de profession, à l'examen du comportement social et des processus sociaux dans les communautés africaines rurales et urbaines en ce qui concerne le développement économique, et aux services consultatifs, à l'intention des gouvernements, sur l'organisation de la recherche sociale et l'analyse des problèmes sociaux. Le projet 01-06 comprend des études sur les besoins en matière d'éducation créés par les programmes de développement. Le projet 01-07 prévoit une analyse du rôle du développement communautaire et des autres expériences de mobilisation des ressources humaines pour le développement économique des pays d'Afrique, tandis que dans le cadre du projet 21-02, l'une des

principales études qui sera effectuée en coopération avec la FAO et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU traitera des facteurs intervenant dans la transition d'une agriculture de subsistance à une agriculture marchande, y compris les politiques agraires et le crédit et les coopératives agricoles.

2. Parallèlement à ces recherches dont le plan a été méthodiquement établi ainsi qu'aux cycles d'étude et enquêtes énumérés dans le programme de travail, le secrétariat s'efforcera, dans toute la mesure de ses moyens, de répondre aux demandes des Etats membres qui solliciteront ses avis sur les problèmes que posent les aspects sociaux de développement économique. En égard à l'importance fondamentale de ces aspects, on ne saurait assez souligner la nécessité d'organiser des recherches, des consultations et des services consultatifs dans ces domaines. Pour étudier la plupart de ces problèmes, il est indispensable de faire appel à diverses disciplines; or, les gouvernements ne disposant pas toujours du temps et du personnel nécessaires, le secrétariat de la CEA devrait être en mesure de leur apporter à cet égard un concours précieux. En fait, la Commission n'envisage pas la recherche sociale et les services consultatifs dans ce domaine particulier hors du cadre plus vaste de la planification du développement; elle les englobe dans l'effort coordonné qu'elle déploie en vue de satisfaire les besoins des pays et des gouvernements de l'Afrique.

3. Le présent document vise uniquement à fournir à la Commission quelques renseignements d'ordre général, à définir certains problèmes actuels de l'Afrique qui illustrent l'importance des aspects sociaux du développement économique, et à présenter quelques suggestions quant aux recherches qui pourraient se révéler utiles pour les Etats membres.

# I. Quelques problèmes sociaux liés au développement

économique et social de l'Afrique.

4. Le développement économique suppose l'adoption de nouveaux modes de production, ce qui peut entraîner des changements dans les méthodes de travail, les emplois et les lieux de résidence traditionnels, et rendre nécessaire de créer de nouveaux stimulants. Il faut amener ceux qui répugnent à employer de nouveaux outils, ou à s'adapter à des méthodes de travail nouvelles et à des nouvelles formes de vie familiale dans un milieu social nouveau, à accepter, sinon à souhaiter, d'apprendre de nouvelles techniques afin d'accroître le revenu familial et d'élever le niveau de vie de la collectivité. L'organisation de l'économie étant un élément essentiel de la culture de toute société quelle qu'elle soit, les modifications apportées à la structure économique et aux modes de production doivent s'accompagner de changements correspondants de la structure sociale. Si l'on ne réussit pas à adapter la structure sociale aux changements économiques, on risque de ne pas réaliser l'accroissement de production souhaité ou de susciter des problèmes sur le plan social, alors que le changement social peut, en lui-même, stimuler le progrès économique. Ce principe de l'interaction joue, par exemple, dans le cas d'une modification du régime foncier, du passage d'une économie de subsistance à une économie de marché, etc. De même, les normes morales ou éthiques d'une communauté donnée peuvent entraver ou accélérer le progrès.

5. D'une manière générale, les pays en voie de développement ont surtout besoin de produire davantage de biens et de services, autrement dit, de créer la capacité de produire plus de richesses, et cela dépend

de facteurs qui font intervenir tout le patrimoine matériel et culturel de la communauté. Tous les éléments de ce patrimoine qui peuvent intéresser le développement doivent être préservés avec soin; ceux qui risquent de l'entraver doivent faire l'objet d'une étude approfondie en vue de l'adoption de mesures appropriées.

a) Développement rural

6. Dans certaines régions de l'Afrique, le régime foncier s'est très notablement individualisé et les titres de propriété sont négociables. Dans maintes autres régions, le régime de la propriété communautaire subsiste, à des degrés qui varient selon les pays et selon les tribus. Dans certains cas, les familles possèdent sur les parcelles de terre qui leur sont allouées des droits équivalents à ceux d'un franc tenancier, tandis que dans d'autres cas, aucune garantie de ce genre n'existe. Le régime communautaire a parfois gêné le développement; il peut aussi freiner considérablement l'initiative personnelle ou empêcher l'adoption de meilleures méthodes d'exploitation et le progrès de l'outillage, notamment lorsque la sécurité d'occupation n'est pas garantie par la loi et qu'il est difficile aux cultivateurs d'obtenir des prêts pour l'amélioration des terres et l'achat de biens d'équipement.

7. Etant donné que dans le cadre de ce régime, toutes les familles appartenant à un village ou à une tribu ont droit à une parcelle de terre et normalement en possèdent une - les titres fonciers n'étant pas négociables en règle générale - on discerne, surtout dans les régions soumises à une forte pression démographique, une tendance à un morcellement excessif de la terre. Une telle situation appelle de toute évidence des études sociales et démographiques pour préparer la voie à des réformes agraires.

8. En outre, dans les villages et les tribus dont les membres entretiennent des relations très étroites, les méthodes agricoles traditionnelles peuvent demeurer statiques. En effet, dans les milieux de ce type, il arrive souvent que toute initiative personnelle en vue d'améliorer la terre et d'en accroître le rendement se traduise par un bénéfice pour l'ensemble des membres de la famille élargie, sans produire d'épargne individuelle. Il en résulte souvent que l'individu qui réussit renonce à tout effort supplémentaire, faute de stimulants. Ainsi, un régime social fondé sur le partage et sur la sécurité collective, pour excellent qu'il soit par ailleurs, peut avoir des effets défavorables sur le développement de la production économique.

9. L'on n'est pas assuré du succès en remplaçant simplement la propriété communautaire par la propriété individuelle; car il faut encore que le nouveau système soit compris, qu'il soit applicable, qu'il ait un sens et qu'il offre certains attraits. Il est sans doute aussi difficile de supprimer les liens et les intérêts politiques et sociaux qui s'attachent à certains systèmes traditionnels de propriété foncière que de libérer l'individu lui-même, et de l'engager sur une nouvelle voie où il puisse réussir. D'autre part, l'étude des systèmes existants peut indiquer qu'il n'est pas toujours souhaitable de remplacer la propriété communautaire par la propriété individuelle. Certaines formes de propriété communautaire sont susceptibles d'améliorations qui permettraient de mobiliser les efforts et les énergies de la collectivité et d'obtenir de meilleurs résultats du point de vue économique et du point de vue social quo par le passage brusque à un système entièrement nouveau qui risque de désorganiser la vie familiale et villageoise et de créer un malaise social.

10. Dans les régions surpeuplées ou dont le sol est surexploité, l'évacuation et la réinstallation peuvent apporter une solution à des problèmes économiques et sociaux locaux; mais on se heurte parfois dans ce cas à de graves obstacles sociaux. Par exemple, en Rhodésie du Sud, la mise en oeuvre des réformes agraires et du plan de réinstallation prévus dans le Native Husbandry Act a été compliquée et retardée par des facteurs sociaux tels que l'attachement au foyer traditionnel, la possession de bétail (qui devait également être emmené ou vendu) et l'impopularité de mesures adoptées d'autorité par un gouvernement non africain. De même, le progrès des travaux du barrage d'Assouan a été menacé lorsque quelque 40.000 habitants de la région d'Ouadi Halfa, dont les logements actuels seront pourtant inondés à l'achèvement du barrage, ont refusé de quitter leur foyer pour se rendre au lieu choisi pour leur nouvelle résidence. Au Maroc, l'exécution d'un plan d'irrigation a été entravé, non pour des raisons techniques, mais à cause du système de propriété foncière. Au Mali, des programmes de réinstallation liés au plan d'aménagement du Niger n'ont pu être exécutés comme prévu parce que l'on avait négligé les besoins locaux en ce qui concerne l'agencement des maisons, le plan des villages, ainsi que d'autres facteurs sociaux, alors que si l'on en avait tenu compte, on aurait pu amener les intéressés à s'accommoder de leurs nouvelles installations.

11. Dans certaines régions d'Afrique, la question foncière est encore compliquée par l'existence de sociétés traditionnelles dans lesquelles la terre appartient à un petit nombre de familles. Les réformes sociales et les réformes agraires sont alors étroitement imbriquées. D'autre part, il est aussi en Afrique des sociétés où coexistent deux ou plusieurs races et où la propriété foncière est fondée sur un système de ségrégation



des races. L'utilisation de la terre est donc faussée par des restrictions d'ordre racial qui exercent une influence néfaste sur le développement économique, ainsi qu'il ressort nettement par exemple du rapport de l'East Africa Royal Commission 1953-55 (Cmd 9475) et du second rapport du Select Committee on Resettlement of Natives (Rhodésie du Sud, août 1960).

b) Industrialisation

12. La diversification de l'activité économique, surtout par l'industrialisation, est l'un des grands objectifs de la plupart des pays d'Afrique, qui ne sont plus disposés à jouer comme autrefois le rôle de fournisseurs de matières premières et d'acheteurs de produits manufacturés. Comme dans les autres régions sous-développées, l'industrialisation en Afrique apparaît comme un processus difficile qui exige l'intervention délibérée des gouvernements pour surmonter des obstacles qui sont d'ordre économique aussi bien que social.

13. L'un des principaux obstacles est la pénurie de personnes qualifiées pour diriger des entreprises, petites ou grandes. Les conditions nécessaires à une croissance spontanée faisant défaut, beaucoup de gouvernements africains n'ont d'autre choix que de se faire chefs d'entreprise en orientant l'épargne privée vers des investissements productifs et même en se chargeant directement de la gestion. En même temps, il leur faut prendre des mesures pour pallier le manque d'administrateurs, de directeurs, de techniciens et d'autre personnel qualifié, ou leur insuffisance, qui influent sur le rythme et la physionomie de la croissance industrielle. Il y a là une question tout à la fois d'arrière-plan culturel, d'enseignement et de formation.

14. Dans la plupart des pays d'Afrique non seulement les revenus sont bas, à cause de la faible productivité et du sous-développement en général, mais souvent le niveau et la répartition des revenus sont déterminés par des facteurs sociaux, qui peuvent être d'origine raciale, comme dans les sociétés composées de deux ou plusieurs races où le revenu individuel dépend directement de l'origine raciale, ou se présenter sous d'autres formes : exclusion des races de couleur de certaines industries, différences de salaire ou pratiques syndicales restrictives. En pareil cas, le pouvoir d'achat de l'Africain est tellement faible que la production pour le marché intérieur est freinée ou ne peut se développer, la majorité de la population étant, cela va sans dire, hors d'état d'épargner. Dans le petit groupe, souvent dominant du point de vue politique, qui détient un très fort pourcentage du revenu, on peut évidemment enregistrer parfois un taux élevé d'épargne et d'investissement; mais cette minorité peut tout aussi bien avoir l'habitude de dépenser avec prodigalité, de consommer des produits en grande partie importés ou de placer ses économies à l'étranger.

15. Le développement économique est freiné de la même façon dans les sociétés traditionnelles où la richesse est concentrée entre les mains d'une petite partie de la population, tandis que la grande majorité vit dans le dénuement; il peut alors être impossible sans réformes sociales préalables.

16. Si le développement économique par l'industrialisation se heurte à des obstacles sociaux, il a aussi d'importantes conséquences sociales qui, on le verra d'autre part, peuvent saper la société et à leur tour nuire au processus de développement qui les a déclenchées.

c) Urbanisation et logement

17. Il est hors de doute que beaucoup de projets de développement mis en oeuvre en Afrique vont créer des problèmes d'urbanisation, souvent plus sociaux qu'économiques. Par exemple, les enfants sont d'ordinaire judicieusement élevés dans les collectivités rurales stables où les parents savent tous à quel genre de vie préparer leurs enfants. Mais les adultes transplantés de la campagne à la ville éprouvent des difficultés non seulement pour s'adapter eux-mêmes mais pour éduquer leurs enfants en prévision d'une vie qui se déroulera dans un cadre complètement nouveau.

18. Le Rapport sur la situation sociale dans le monde en 1957 (publication des Nations Unies E/CN.5/324/Rev.1 - ST/SOA/33) souligne le fait que le développement urbain coïncide souvent avec l'industrialisation; néanmoins, il y a lieu, sur ce point, de faire quelques réserves en ce qui concernent l'Afrique, où de nombreux projets d'industrialisation ont été lancés pour essayer de résoudre le problème que pose le chômage ou le sous-emploi dans les villes.

19. Le phénomène du sous-emploi indique bien le caractère social de certains aspects du développement urbain en Afrique. D'une manière générale, il y a plus de main-d'oeuvre non qualifiée qu'on ne peut en employer. Cependant, le chômage ou la perte d'un emploi est moins grave ici que dans d'autres régions, parce que, d'une part, les nouveaux arrivants ne sont pas conscients de la sécurité, rudimentaire mais effective, que leur offrait leur village et, d'autre part, les travailleurs qui sont temporairement sans emploi dans les villes africaines peuvent toujours trouver une sécurité relative dans les cadres familiaux ou tribaux, ou recourir à d'autres formes d'appui mutuel. Toutefois, cette sécurité relative disparaît rapidement et, en fait, a déjà cessé d'exister dans certaines régions.

20. Il est rare que l'emplacement et l'aménagement des villes d'Afrique aient fait l'objet d'une étude sérieuse. Avec les progrès récents de l'urbanisme, on a commencé à se préoccuper du manque de centres sociaux, de l'irrégularité des tracés urbains et de la tendance à réserver des superficies relativement trop étendues aux quartiers non africains.

21. Il est probable que, dans un proche avenir, beaucoup de pays africains se verront obligés de replanifier leurs villes principales. Le déplacement des centres d'activité économique imposé par l'importance croissante de l'agriculture commerciale et de l'industrie par rapport au commerce, entraînera sans doute la création de nouvelles villes, dont les plans devront être établis avec soin. Les services d'urbanisation et d'habitation de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la Commission économique pour l'Afrique, peuvent jouer un rôle utile en analysant les besoins et en évaluant les incidences financières de la replanification - et, éventuellement, du changement d'emplacement - des villes.

22. Devant la nécessité de construire et d'entretenir des rues, d'installer des égouts et des conduites d'eau et d'électricité, et de fournir d'autres services d'utilité publique, les villes devront faire face au problème que posera le financement de leur propre administration - problème qui peut être difficile à résoudre étant donné la pauvreté d'un grand nombre de leurs administrés. Le développement urbain peut aussi exiger la réorganisation de l'administration municipale, car une municipalité mal organisée entraîne des dépenses excessives. Le financement de l'administration d'une municipalité est normalement plus facile lorsque la communauté urbaine est bien intégrée, ainsi, d'ailleurs, que l'administration locale elle-même.

23. Les projets de construction d'habitations n'ont de succès que s'ils répondent vraiment aux besoins de la population. Dans les cas où il semble opportun de se départir des traditions locales, il se peut qu'il soit nécessaire de lancer une campagne pour obtenir l'appui de ceux qui seront appelés à vivre dans des maisons d'un type ou d'un plan nouveau. Dans tous les pays, il est notoirement difficile de supprimer les taudis en raison de l'attachement que les habitants éprouvent pour un milieu qui leur est devenu familier. Lorsque les architectes sont étrangers au pays dans lequel ils travaillent, le besoin de maintenir le contact avec la population locale est plus grand encore. On pourrait citer bien des cas où des logements modernes se sont transformés en taudis en raison d'un manque de compréhension entre ceux qui les avaient construits et ceux auxquels ils étaient destinés.

d) Main-d'oeuvre et formation professionnelle

24. La main-d'oeuvre non qualifiée est abondante dans la plus grande partie de l'Afrique; cependant, on n'en tire pas toujours le meilleur parti pour diverses raisons: ignorance de la situation du marché du travail, manque de stimulants, chômage déguisé qui accompagne l'agriculture de subsistance et pratiques restrictives qui sévissent dans les sociétés biraciales ou multiraciales. Une meilleure utilisation des ressources humaines ne sera réalisée que si l'on introduit des réformes sociales destinées à inculquer à la main-d'oeuvre les connaissances et les techniques nécessaires et à remplacer les migrations traditionnelles de travailleurs par une mobilité professionnelle et géographique plus rationnelle.

25. La structure tribale et l'"autarcie" illusoire de l'économie de subsistance tendent à créer une situation statique, dans laquelle il est difficile de répartir efficacement la main-d'oeuvre dans des emplois productifs de l'économie monétaire. Dans le passé, afin, d'une part, de remédier à cette situation et, d'autre part, de recruter de la main-d'oeuvre à bon marché, diverses mesures - par exemple la perception d'un impôt de capitation et d'un "impôt de case" et la fixation de zones réservées - ont été adoptées dans de nombreuses parties de l'Afrique pour forcer les habitants des villages à se rendre dans les régions industrielles ou à travailler dans des exploitations européennes. Dans les Rhodésies, l'Union Sud-Africaine et le Mozambique, le recrutement organisé et systématique des travailleurs migrants est pratiqué depuis longtemps par des agences, comme la Southern Rhodesia Native Labour Supply Commission et le Witwatersrand Native Labour Association. Mais les deux méthodes de recrutement et de répartition de la main-d'oeuvre, c'est-à-dire par la taxation ou la réservation de terres et par l'embauche organisée, éprouvent durement la population. En fait, le système qui consiste à employer une main-d'oeuvre non qualifiée à bon marché s'est révélé à la fois coûteux et relativement peu productif.

26. Les migrations de travailleurs sont une caractéristique commune à beaucoup de régions africaines, par exemple la zone cuprifère de la Rhodésie du Nord et du Katanga, la Rhodésie du Sud, le Mozambique, le Nyassaland et l'Union Sud-Africaine. En Afrique de l'Ouest, des milliers de travailleurs des régions d'expression française vont en Gambie ou au Ghana chercher des emplois saisonniers dans l'agriculture. Ce système a de graves répercussions sur les plans social et économique.

27. Le mouvement vers les zones urbaines - qu'il soit dû à des raisons financières ou à l'attrait de la vie urbaine, ou qu'il soit le résultat du recrutement systématique par l'Etat ou par des intermédiaires privés - soulève de graves problèmes sociaux, étant donné notamment ses effets sur la vie communautaire et familiale, ainsi que sur la structure politique et sociale des groupes ethniques.

28. On se trouve en présence d'un cercle vicieux : l'exode de la main-d'oeuvre réduit la productivité et la diminution de la productivité, à son tour, incite encore davantage les travailleurs à rechercher un emploi salarié. On peut remédier à cette situation, du moins dans une certaine mesure, en instituant - comme, par exemple, en Rhodésie - des réformes agraires et économiques destinées à accroître la productivité dans l'agriculture et à rendre la vie rurale plus attrayante. L'incidence d'une urbanisation et d'une industrialisation accélérées dans des régions rurales ou semi-rurales se traduit souvent par un mouvement de main-d'oeuvre vers les zones urbaines et industrielles et, en conséquence par une recrudescence du chômage, de la criminalité, de la délinquance juvénile et d'autres maux sociaux. Le problème ne se pose pas uniquement sur le plan social, mais également sur le plan économique, non seulement à cause du chômage dont il a déjà été question et de la charge qu'imposent aux autorités les dépenses supplémentaires qu'entraîne le financement des services que nécessite une main-d'oeuvre inactive, mais aussi parce que cette main-d'oeuvre excédantaire est improductive.

29. Les efforts déployés pour stabiliser et organiser la main-d'oeuvre afin de mitiger les effets sociaux funestes des migrations de travailleurs et d'améliorer la qualité et l'efficacité de la main-d'oeuvre se heurtent invariablement à des difficultés. Dans la plus grande partie de l'Afrique

contemporaine, les habitants des régions rurales continueront probablement à compléter les maigres revenus qu'ils tirent de l'agriculture de subsistance par un travail salarié, et l'exode vers les villes continuera à empêcher la stabilisation de la main-d'oeuvre. Les employeurs ne sont pas d'accord sur la meilleure politique à adopter en l'occurrence. Certains soutiennent qu'il faut que les travailleurs maintiennent le contact avec leur village et, par conséquent, que leur installation dans les villes et les services qu'on leur fournit soient de caractère temporaire; d'autres estiment que des services permanents sont essentiels si l'on veut créer une main-d'oeuvre stable et qu'une urbanisation complète doit être réalisée pour que sa qualité marque une amélioration. D'autre part, la stabilisation risque d'accroître le chômage - étant donné que l'on insiste sur la compétence et la qualité de la main-d'oeuvre plutôt que sur son abondance - à moins que la main-d'oeuvre excédentaire ne soit absorbée par une expansion économique parallèle.

30. Comme dans le domaine foncier, il existe d'autres problèmes de main-d'oeuvre qui sont particuliers aux sociétés biraciales ou multiraciales, dans lesquelles les travailleurs européens sont par principe peu disposés à inculquer leurs techniques aux travailleurs autochtones, dont ils craignent la concurrence, ou du moins ne sont pas parvenus à conclure avec eux des accords à long terme sur les conditions de travail. Là où on a essayé de conclure de tels accords, la question du salaire égal pour un travail égal a soulevé d'autres questions, comme celle de savoir si un pays africain peut se permettre de payer sa main-d'oeuvre à des taux établis pour des travailleurs européens.



31. Dans les sociétés biraciales, ce sont généralement des facteurs sociaux, plutôt que des facteurs économiques qui augmentent le coût de la production : il faut, en effet, tenir compte des obstacles que les travailleurs autochtones ont à franchir pour devenir des ouvriers qualifiés, et, d'autre part, du coût élevé de la main-d'oeuvre qualifiée qu'il faut faire venir d'outre-mer - ce coût élevé étant maintenu par des systèmes politiques restrictifs et parfois entachés de préjugés raciaux et par l'action des syndicats. Là où les travailleurs autochtones sont parvenus à obtenir des emplois qualifiés, comme par exemple dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest, les barèmes de salaires ont été maintenus parce qu'ils sont fondés sur des normes établies par la main-d'oeuvre importée.

32. Il y a pénurie grave et généralisée de main-d'oeuvre qualifiée, ainsi que de cadres compétents dans le secteur administratif et dans les secteurs connexes. Le besoin de personnel enseignant, d'économistes, de médecins, d'ingénieurs, d'employés de bureau, de statisticiens, de contremaîtres, etc., est particulièrement impérieux.

33. L'insuffisance - et, parfois, l'absence complète - de ce personnel qualifié non seulement enlève leur efficacité aux méthodes éprouvées de développement économique, mais aussi rend difficile et coûteuse l'utilisation des biens d'équipement, étant donné qu'il faut faire venir d'outre-mer le personnel administratif, technique et d'encadrement nécessaire pour le secteur des investissements étrangers.

34. Le besoin aigu d'une formation accélérée est manifeste. La Conférence régionale de l'Organisation internationale du Travail et la Conférence des recteurs d'universités africaines qui se sont tenues récemment à Lagos et à Khartoum respectivement, ont souligné la gravité de la situation et la nécessité d'accélérer la formation des cadres et de la main-d'oeuvre.

35. Une assistance internationale pour la mise en oeuvre des programmes de formation sera, bien entendu, fournie par l'intermédiaire des institutions spécialisées des Nations Unies et par d'autres sources, bilatérales ou multilatérales. A cet égard, la Commission économique pour l'Afrique s'est déjà engagée, dans son programme de travail, à procéder, en coopération avec l'UNESCO, à des études dans quelques pays africains "en vue de déterminer le nombre de personnes possédant diverses compétences nécessaires pour réaliser les différents objectifs du développement et d'examiner les moyens de donner à ces personnes la formation requise" (projet 01-06).

## II. Suggestions en vue de la recherche sociale

36. On peut adopter deux méthodes d'approche dans le choix des projets de recherche. La première consiste à aborder des problèmes généraux tels que la structure urbaine des grandes villes africaines et à axer la recherche sur le rassemblement et l'analyse des données de base et la définition des problèmes. La deuxième consiste à s'attaquer à un problème déjà circonscrit, qui doit faire l'objet d'un programme d'action. Dans ce dernier cas, la recherche a pour objet de trouver la réponse à certaines questions précises qui ont trait à l'établissement des programmes et aux moyens de les appliquer. Cette deuxième méthode présente l'avantage d'être plus directement liée à la solution des problèmes et à des programmes déjà en cours d'exécution.

37. On pourrait citer de nombreux exemples des possibilités de recherche sur les aspects sociaux du développement économique utilisant l'une ou l'autre des méthodes ci-dessus, ou même les deux. On se bornera toutefois à quelques illustrations qui seront nécessairement tirées du domaine de la compétence de la Commission et de son programme de travail.

a) Rassemblement des renseignements statistiques

38. L'enquête statistique sur l'Afrique constituera sans aucun doute, l'une des tâches majeures inscrites au programme de travail de la Commission pour les années à venir. La mise au point des données statistiques sur les bases envisagées mettra continuellement en jeu les aspects sociologiques au stade du rassemblement des données. C'est ainsi que certains des problèmes conceptuels particuliers que posent les données tirées des recensements de la population touchent à la question des ménages, du lieu de naissance et d'origine, des caractéristiques ethniques, etc. Les recensements fondés sur la notion de ménage sont le plus souvent exécutés d'après l'expérience acquise dans des pays extrêmement individualisés et extérieurs à l'Afrique. Les difficultés que posent pour les gouvernements africains, à l'époque moderne, les différences culturelles et économiques ont souvent montré que la définition classique du "ménage" ne peut guère s'appliquer aux pays intéressés. C'est ainsi que dans le recensement ghanéen, il a été décidé de supprimer les questions ayant trait au lien avec le chef du ménage car on a constaté que la définition normale, qui suppose que la famille vit sous le même toit, était inapplicable aux structures familiales actuelles du Ghana, qui permettent une différenciation par région et par tribu.<sup>1/</sup>

---

1/ 1960 Population Census of Ghana : Report on the first field test  
(25 mai - 6 juin, 1959) pp. 33-34

39. Un autre problème lié à la notion de ménage et d'importance considérable pour tous les pays africains est le traitement des transactions non-monétaires (de subsistance) dans le cadre de la comptabilité nationale. Une part considérable de la production du secteur traditionnel est à la fois produite et consommée à l'intérieur du ménage et ne donne pas lieu à une transaction monétaire. En raison de la place importante qu'elle occupe dans le produit intérieur total, cette part ne peut être passée sous silence et, en fait, tous les pays africains ont introduit des estimations de la production de subsistance dans leurs séries de comptes nationaux. Ces estimations soulèvent toutes sortes de problèmes, tant lorsqu'il s'agit de délimiter la production de subsistance que de l'évaluer. Une première tentative a été faite pour résoudre ces problèmes par le Groupe de Travail d'experts de la comptabilité nationale convoqué par la CEA en juin 1960, et dont les recommandations font l'objet d'un rapport distinct.<sup>2/</sup>

40. Les exemples cités montrent la nécessité de revoir les concepts admis et de les adapter aux conditions sociales existantes, non seulement en ce qui concerne les recensements, mais aussi pour tous les travaux, quels qu'ils soient, de ressemblant des données statistiques entrepris dans la région africaine. L'un des problèmes fondamentaux de la recherche sociale paraît être d'adapter les techniques internationalement utilisées en matière de statistique aux conditions culturelles particulières de la région. De même, on dispose de très peu de données quantitatives sur les variations résultant des différences de structure dans les groupements géographiques ou sectoriels. Les recherches déjà entreprises sur le terrain ont toutefois montré qu'il existe pourtant des structures caractérisées et que les

<sup>2/</sup> Rapport du Groupe de travail sur les transactions non monétaires (de subsistance) dans le cadre de la comptabilité nationale (E/CN.14/60)

concepts et les techniques doivent être différenciés lorsqu'on les applique à la région africaine.<sup>3/</sup>

41. L'étude scientifique des migrations revêt une importance particulière pour la recherche économique en Afrique. Les migrations en Afrique comportent aussi bien des déplacements de caractère durable, d'un pays à l'autre de la région que des déplacements de courte durée à l'intérieur d'un même pays, ce qui n'est pas sans compliquer la définition du "lieu de naissance" normalement utilisé comme indice de migration dans l'exécution des recensements. Cela dit, l'étude des migrations est inséparable de celle de ses causes, et des problèmes d'adaptation dans les zones de réinstallation, etc. Les notions de lieu de naissance et de lieu de résidence adoptées dans les recensements ne tiennent souvent pas compte de l'affiliation ethnique, qui est pourtant d'une importance particulière dans les mouvements migratoires africains.

#### b) Obstacles sociaux à l'évolution économique.

42. Pour mieux définir les caractères généraux des obstacles sociaux à l'évolution économique, il conviendrait en particulier de procéder à des recherches sur la structure économique et sociale de certains pays africains, afin de réunir des données non seulement sur les divers aspects des facteurs sociaux et économiques proprement dits, mais encore d'une manière générale, sur leur interaction, y compris peut être la structure des valeurs et les formes d'organisation sociale adoptées dans la communauté étudiée, les apports individuels et collectifs, la main-d'oeuvre disponible, son efficacité et la manière dont elle est stimulée, la production et les méthodes de production, les méthodes et les structures de distribution des produits, les structures de consommation, etc.

---

<sup>3/</sup> Conséquences sociales de l'industrialisation et de l'urbanisation en Afrique au sud du Sahara, UNESCO, 1956, pp. 54-55 (texte anglais)

43. Avant de conseiller les gouvernements quant à l'opportunité d'exécuter des réformes agraires, il y aurait peut être lieu d'étudier également les diverses formes de régime foncier, leur histoire et l'évolution des divers systèmes. Ni la propriété individuelle ni la propriété communautaire n'ont une valeur intrinsèque en elles-mêmes. L'intérêt de l'une ou de l'autre peut tenir à des facteurs sociaux beaucoup plus profonds que ne le donnent à penser les formes extérieures du régime foncier. C'est ainsi que le système communautaire n'a nullement empêché la population chagga du Tanganyika d'atteindre un niveau de développement agricole remarquable. Le système des coopératives appliqué à la production et à la distribution du café s'est simplement superposé au régime communautaire qui en a peut-être facilité l'instauration. Toutefois, comme on l'a dit plus haut à propos de la terre, il se peut qu'il vaille mieux traiter certaines autres communautés comme des cas particuliers. Il appartient à chaque pays de rechercher la meilleure méthode de résoudre son problème agraire, tout en tirant naturellement parti des études comparatives portant sur des régimes fonciers antérieurs et sur les modifications dont ils ont fait l'objet.

c) Facteurs sociaux de la réinstallation

44. Beaucoup de pays d'Afrique ont des programmes de développement qui supposent la réinstallation de certains groupes de population. Si le groupe à déplacer est nombreux, une analyse démographique par groupes d'âge actifs, compétences, niveaux d'instruction, etc., aidera à évaluer de façon raisonnable le potentiel économique de ce groupe dans son nouveau milieu et pourra même conduire à réorganiser les activités économiques de la nouvelle collectivité et à mettre sur pied un programme d'adaptation de la main-d'oeuvre.

45. Du moral des intéressés, c'est-à-dire en fait de leur attitude en face de leur déplacement, dépend l'entrain avec lequel ils travailleront au succès du projet, et ce moral dépend, lui, de la relation existant entre l'ancienne collectivité et le lieu de réinstallation. D'une manière générale, les plans devront prévoir la réinstallation dans une région de même langue et de même culture et dans le même secteur de l'économie. Des changements radicaux provoquent presque toujours de graves perturbations sociales et des réactions nuisibles.

46. L'organisation des plans de réinstallation doit être confiée à des chercheurs qualifiés auxquels la langue et la culture du groupe soient familières et qui soient à même de discerner ce qui pour lui est vraiment essentiel à son mode de vie. Les organisateurs doivent aussi être en mesure de déterminer jusqu'à quel point des changements sont souhaitables ou pourront être acceptés et, à partir de là, de définir des lignes d'action possibles et de voir quelles solutions sont à éviter à cause des problèmes ardues qu'elles soulèveraient.

d) Réparcussions sociales du passage à une économie de marché industrialisée

47. Les recherches pourraient aussi avoir pour objet de déterminer, pour certains pays d'Afrique, quels sont les effets sociaux et culturels de la modernisation de l'économie lorsqu'on introduit des méthodes mécaniques de production dans des pays jusqu'alors agricoles et dotés de structures sociales pré-industrielles. Parmi ces effets, il y a l'urbanisation et la stabilisation de la main-d'oeuvre, qui transforment la vie familiale et créent des besoins de services sociaux, prestations de chômage, assurance-vieillesse, etc.

La recherche pourrait aussi tendre à mettre au point des méthodes permettant aux nouveaux gouvernements de faire face à la tâche accrue qui leur incombe du fait que c'est d'eux que doit venir maintenant la sécurité autrefois établie dans le cadre de la collectivité villageoise par les efforts réciproques et collectifs des membres du clan; il serait bon aussi de chercher les moyens de réduire, par une planification judicieuse, les effets sociaux de l'industrialisation tels que la dislocation de la famille, l'accroissement de la criminalité, la délinquance juvénile, etc.

48. Il conviendrait encore de suivre les modifications que le passage d'une économie de subsistance à une économie de marché entraîne dans la structure de la consommation, modifications qui peuvent être heureuses ou nuisibles et provoquer soit une amélioration des conditions de vie de l'individu et du groupe, soit du mécontentement et du désordre.

e) Développement urbain et adaptation à la vie urbaine

49. Les autorités qui ont à faire face aux problèmes du développement urbain auraient avantage à entreprendre un programme de recherches organisé de la manière suivante. On peut commencer par des enquêtes effectuées à différentes époques dans différentes zones urbaines, afin de mettre à profit l'expérience acquise ailleurs par d'autres autorités. Les problèmes de l'urbanisation rapide ont déjà été étudiés, par exemple, à Athènes, au Caire, à Casablanca et à Tripoli par la Mission d'étude sur l'urbanisation dans la région méditerranéenne. Au Caire, on a découvert qu'environ 145 associations régionales avaient été fondées pour aider les migrants à trouver du travail, un logement et des amis. Des organisations analogues existent dans d'autres villes d'Afrique. Des recherches précises devraient révéler les détails de la structure sociale et son fonctionnement et par



conséquent faire apparaître ce qui manque et ce qu'il faudrait apporter par des programmes de développement communautaire pour remédier à la désorganisation sociale et faire des citoyens plus forts et plus sains.

50. Il convient aussi d'étudier les modifications de la vie familiale, les problèmes qui se posent et l'effort d'adaptation que les familles doivent fournir lorsqu'elles quittent les régions rurales pour s'installer en ville ou en banlieue. Il convient d'examiner les structures familiales et les relations de voisinage avant de prendre des décisions concernant l'utilisation de la terre ou, par exemple, le tracé des rues, car la planification doit faciliter et non gêner l'édification d'une société solide. Lorsque les intéressés sont hostiles à des modifications de l'utilisation de la terre, on peut, par une étude approfondie, trouver d'autres solutions moins dures et plus efficaces que celles que l'on aurait imposées contre le sentiment local.

51. Des études sont nécessaires également en ce qui concerne les problèmes spéciaux des enfants et jeunes gens en milieu urbain. Pour les jeunes qui grandissent à la ville, il faut, en suffisance, des écoles et des facilités de délassement. Toute étude effectuée dans ce secteur devrait servir de base à la planification des services sociaux à créer dans les villes.

52. Enfin, les plans de développement urbain doivent être établis compte tenu de l'industrialisation et des plans plus vastes de développement de l'ensemble du pays. Dans certaines circonstances, un gouvernement aurait peut-être raison d'effectuer des dépenses pour atténuer la surpopulation de certaines zones ou éliminer des conditions malsaines; mais les investissements consacrés au développement urbain devraient, autant que possible, augmenter, au moins indirectement, la capacité de production du pays.

f) Logement

53. Un autre domaine dans lequel il y aurait lieu de pousser les recherches est celui du logement. Ces recherches devraient tendre non seulement à déterminer les besoins mais à établir jusqu'à quel point la population a envie d'être mieux logée et quels sont les groupes sociaux qui en ont les moyens. Pour cela, les chercheurs devront identifier les diverses couches sociales de la ville, voir ce qu'elles désirent en matière de logement, si elles peuvent en supporter les frais et si elles sont disposées à le faire. Puis, à partir des renseignements recueillis, il devrait être possible d'évaluer l'effort de persuasion et les moyens financiers qui seraient nécessaires pour lancer un programme de logement à l'intention d'une catégorie donnée de la population.

54. En outre, les architectes devraient savoir s'il y a de fortes traditions en matière d'agencement des logements, ou si l'on se heurte à des tabous en ce domaine, ou au contraire l'on a toute liberté pour tracer les plans des habitations nécessaires. Il importe aussi de recueillir des renseignements sur l'emplacement et la dimension des logements, ainsi que des données démographiques de base concernant le groupe à loger. Ces dernières données ne peuvent guère être fournies que par des enquêtes locales spéciales.

55. Dans le domaine du financement, il convient de chercher les formes les plus efficaces de régime foncier et de location ce qui exige non seulement une analyse économique minutieuse mais aussi la connaissance des éléments sociaux du problème. Il faut déterminer notamment si les familles se déplacent souvent ou si l'on peut s'attendre qu'elles demeureront longtemps au même endroit, s'il s'agit de salariés et, dans l'affirmative, quel est leur emploi, s'il y a plus d'un salaire par

famille, s'il y a un régime matrimonial stable, si les intéressés observent des coutumes en matière d'occupation des logis et si ces coutumes sont compatibles avec le plan proposé ou, dans le cas contraire, si elles sont susceptibles de modifications.

g) Main-d'oeuvre et formation

56. En ce qui concerne la main-d'oeuvre et la formation, les recherches pourraient porter sur les besoins en matière d'enseignement créés par les programmes de développement, soit dans un cadre précis, soit d'une manière plus large afin de définir l'ensemble des problèmes, besoins et perspectives des pays d'Afrique en matière de main-d'oeuvre, encore que ce dernier genre d'étude puisse se révéler trop général. Pour obtenir des résultats utiles et exploitables il serait peut-être bon de conduire les recherches selon la ligne prévue dans le projet 01-06 (E/CN.14/87) qui serait apparemment mieux adaptée aux besoins des pays d'Afrique. (Dans le cadre de ce projet, des enquêtes auront lieu dans quelques pays d'Afrique en vue de déterminer le nombre de personnes possédant diverses compétences requises pour la réalisation des objectifs de développement et de recenser les moyens de formation disponibles).

57. Dans les sociétés mixtes où une classe sociale ou bien une race a jusqu'à présent été seule à accomplir des travaux spécialisés et où il serait nécessaire d'élargir le marché du travail, il s'agit de trouver le meilleur moyen de promouvoir vers des emplois spécialisés les travailleurs auparavant confinés dans les emplois non spécialisés. D'autres questions se posent : quelle formation donner et quels salaires offrir, les tâches seront-elles fragmentées, la rétribution sera-t-elle uniforme, et, dans l'affirmative, quelles conséquences cela aura-t-il, quels seront les effets de la

concurrence sur la partie de la collectivité qui était jusqu'alors protégée par la loi ou par des pratiques syndicales ? Ce sont là de graves problèmes car, si les mesures prises ont pour effet général d'abaisser les salaires, les travailleurs jusqu'alors privilégiés devront restreindre leur consommation et cela peut avoir de graves répercussions sociales et économiques.

D'autre part, si l'on aboutit à maintenir les salaires et la consommation au niveau qui était celui des privilégiés, l'économie ne supportera peut-être pas l'accroissement du coût de la main-d'oeuvre qui en résultera, à moins que le rythme de l'expansion ne s'accélère. En pareil cas, il n'est pas facile de donner des conseils. Certains des pays intéressés ont procédé par tâtonnements et de manière empirique. Il pourrait se révéler utile de comparer et d'évaluer l'expérience acquise dans des cas donnés.

58. Pour tous ces problèmes et d'autres problèmes connexes, il paraît évident que les éléments sociaux sont d'une importance vitale, comme facteurs défavorables ou favorables, dans le développement économique. Fondamentalement, c'est là une question d'investissement humain, d'éducation et de formation, et il faut que l'ensemble des intéressés ait conscience du lien qui existe d'une part, entre les valeurs, les organisations et les institutions sociales qui leur sont propres et, d'autre part, leurs besoins économiques. La recherche, les échanges d'avis et les services consultatifs peuvent être ici d'une extrême utilité, et il faut espérer que les gouvernements des Etats membres qui ont besoin d'assistance n'hésiteront pas à s'adresser au secrétariat de la Commission.

-----